

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 98 24 mars 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Rien à négocier ! Le 28 mars, travailleurs et jeunes, tous ensemble dans la lutte](#)
- [Aux camarades du Parti communiste](#)

Rien à négocier !

Le 28 mars, travailleurs et jeunes, tous ensemble dans la lutte

Il aura suffi que Villepin se fende d'une lettre pour qu'aussitôt les directions des confédérations syndicales se précipitent à Matignon. En agissant ainsi, elles donnent du crédit à ses manœuvres, au moment où il est isolé, sa majorité divisée, ne trouvant pour discuter que les jeunes... de l'UNI, avec Sarkozy en embuscade.

Villepin fait semblant de vouloir dialoguer, alors qu'il martèle devant ses parlementaires que « *sur cette loi, il y a trois choses qui sont impossibles, la première c'est le retrait [...], la deuxième c'est la suspension [...], la troisième, c'est la dénaturation du projet !* », et que la brutalité policière va grandissant. Le drame qui a frappé Cyril Ferez, militant de SUD piétiné par les CRS samedi à Paris et toujours dans le coma, est un pas de plus après la répression à la Sorbonne, et maintenant contre des lycéens de la banlieue parisienne avec de nombreuses arrestations en fin de manifs.

Il n'y a pas que le double langage du pouvoir qui s'affiche. Dans leur conférence de presse, présidée par Chérèque, les directions syndicales ont déclaré qu'elles défendront le retrait du CPE vendredi à Matignon. Si c'était le cas, elles n'iraient pas discuter tant que Villepin ne l'a pas retiré. En y allant, elles indiquent que leur préoccupation, c'est de « *trouver une issue à la crise* ».

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si Villepin réussira à prendre les directions syndicales au piège dans lequel elles se précipitent. Mais il est clair que ces dernières veulent, par avance, censurer la journée du 28 mars, empêcher qu'elle ne devienne le début d'un bras de fer entre le pouvoir et les travailleurs, les jeunes.

Tout est bon pour essayer de limiter l'élargissement du mouvement, et certains médias s'y mettent, en menant campagne sur les violences et les casseurs. Les violences, réelles, sont marginales. Elles le seraient d'autant plus si les organisations du mouvement ouvrier s'engageaient pleinement dans la lutte aux côtés de la jeunesse.

Leur crainte à tous, c'est que la journée du 28 s'annonce comme très massive et qu'en s'engageant dans la lutte, les travailleurs ne lui donnent un contenu au-delà du retrait du CPE, vers un mouvement d'ensemble contre la précarité, le chômage, les licenciements, prenant en main leur lutte comme les étudiants le font depuis des semaines.

En effet, le mouvement continue de s'élargir. La journée du jeudi 23 est un nouveau succès : 450 000 manifestants, 69 universités sur 84 en grève ou bloquées, rejointes par de plus en plus de lycéens, avec au moins 600 lycées en grève. Après les manifestations massives du samedi 18, réunissant 1,5 millions de jeunes, salariés du public et du privé, chômeurs et retraités, au coude à coude, le mouvement continue sa progression, même si l'absence d'appel à la grève pour le 23 n'a pas permis que les salariés rejoignent aussi nombreux les cortèges.

Les 450 délégués de la coordination nationale étudiante, dans leur appel de Dijon, s'étaient pourtant très clairement adressés aux confédérations syndicales pour qu'elles appellent à la grève interprofessionnelle pour le 23 mars. Entre samedi et lundi soir, elles ont pris le temps d'afficher leur crainte de la lutte. Obligées de suivre, elles n'ont appelé qu'à une journée d'action le 28, dont beaucoup de travailleurs se saisissent dès maintenant pour préparer la grève et s'engager dans la lutte.

La mobilisation s'élargit et les liens entre jeunes et salariés lui donnent toute sa dimension politique : c'est la question du contrat de travail, question centrale de l'exploitation capitaliste, qui est au cœur de la lutte.

Pariset et le patronat appelaient depuis des mois à un « *débat* » sur ce contrat trop contraignant, trop protecteur à leurs yeux. Pour baisser le prix de la force de travail, le Medef veut accroître l'individualisation, la précarisation, la division des salariés. Et surtout, gagner la liberté du patron de rompre ce contrat quand il le souhaite. Obéissant, Villepin espérait « *ouvrir le débat* » sur le CDI d'ici juin, sachant qu'il pourrait compter sur des « *partenaires sociaux* » prêts à discuter de « *flexicurité* » et du « *modèle danois* » (Chérèque) ou du « *nouveau statut du travail salarié* » cher aux dirigeants de la CGT.

L'irruption de la jeunesse et des salariés bouscule le calendrier de Villepin. Le rapport de forces peut se retourner contre lui et le patronat. Dans l'opinion s'impose la légitimité de défendre le CDI, de contester tous les contrats précaires, pour faire du contrat de travail un outil de défense collectif des droits des salariés.

Il y a bien deux logiques qui s'affrontent : celle du patronat et celle des travailleurs.

L'enjeu des jours à venir, c'est la mobilisation et le regroupement des forces du travail. La journée du 28 mars s'annonce comme un succès. Les préavis et appels à la grève se multiplient : unitaires à la RATP, à la SNCF, dans l'Education nationale, à la Poste, dans les Finances, et dans bien des boîtes du secteur privé.

Les travailleurs rassemblent leurs forces. En s'engageant dans la lutte, ils apportent leur nombre et leur capacité à bloquer le pays par la grève. Sur la question de la précarité et du chômage, ils apportent aussi l'expérience que le CDI n'est pas une garantie suffisante face aux licenciements. 80 % des licenciements sont individuels, et pour les licenciements collectifs, les patrons ont toutes les facilités de mener leurs « *plans de sauvegarde de l'emploi* ».

Vaincre la précarité et le chômage, imposer la garantie d'un emploi et d'un revenu stable, du droit à vivre, cela pose le problème d'un programme pour unifier tous ceux qui veulent lutter, pour dépasser dans un combat commun la division secrétée par la diversité des situations et des statuts.

C'est le mouvement qui impose de telles exigences politiques.

Les différentes composantes de la nouvelle union de la gauche qui se met en place n'y répondent pas. Interrogés sur leurs propositions « *alternatives* » au CPE, les dirigeants du PS ne parlent que d'exonérations de charges pour les patrons, de petits boulots mi-emploi-mi-formation, de « *flexicurité* » encore. Rien qui soit à la hauteur du mouvement qui exige la garantie d'un emploi et d'un revenu stables pour tous.

De telles garanties, seule une société où les droits sociaux et démocratiques des salariés l'emporteront sur ceux de la finance et des actionnaires, pourra les apporter. Les réponses à la précarité et au chômage passent par l'interdiction des licenciements, l'abrogation de tous les contrats précaires, le partage du travail entre tous, c'est-à-dire la remise en cause du droit des patrons à décider de tout parce qu'ils possèdent les entreprises.

Avec la lutte contre le CPE, qui peut se généraliser en lutte contre la précarité et le chômage, nous faisons ensemble, jeunes et salariés, l'expérience que l'urgence sociale est inséparable de l'urgence démocratique. Lutter pour nos droits sociaux, c'est lutter pour qu'on ait le droit de décider. Y compris et en premier dans nos propres organisations.

Alors, une partie des tenants du système aimerait que tout cela finisse au plus vite, c'est ce qui explique

aussi les « concessions » conseillées à Villepin lundi par quelques grands patrons. Ils craignent que l'intervention unifiée du monde du travail et de la jeunesse, aujourd'hui pour faire valoir leur droit et exercer leur pression, apporte pour demain une expérience indispensable pour ouvrir une véritable contre offensive du monde du travail pour imposer la condition même de la dignité de chaque travailleur, un emploi stable et un revenu garanti.

Frank Coleman



Aux camarades du Parti communiste

Se déroule aujourd'hui un moment important de la vie de votre parti, son congrès. La mobilisation en cours contre le CPE et la généralisation de la précarité, les mobilisations contre le gouvernement et le patronat posent les exigences des salariés et des jeunes et donnent toute leur importance à la question de l'alternative, son contenu, qui est au centre de vos débats.

La question qui se pose à tous ceux qui entendent œuvrer à la défense des intérêts du monde du travail, au progrès social et démocratique, à l'émancipation politique et sociale, est de savoir comment permettre aux luttes sociales et politiques de ces derniers mois de déboucher sur une victoire concrète des salariés, des chômeurs, des jeunes et des femmes, des travailleurs immigrés, des classes populaires.

Après les grandes manifestations du 10 mars et du 4 octobre 2005, celles du 7 février et de mars 2006 combinées à la victoire du Non au référendum du 29 mai indiquent les potentialités nouvelles. Une victoire contre Villepin serait un premier pas important pour commencer une contre offensive du monde du travail, inverser le rapport de force. Elle aiderait au renouveau du mouvement ouvrier qui commence à s'opérer.

L'un des éléments de ce renouveau, qui y contribue, renvoie aux relations entre votre parti et la LCR. Nous nous retrouvons au coude à coude dans les luttes et la campagne unitaire contre le TCE a été un moment fort de ce renouveau démocratique.

Cela nous donne d'importantes et nouvelles responsabilités vis-à-vis du mouvement populaire.

Une nouvelle page s'est ouverte dans les relations entre nos courants politiques. Discuter de nos actions et interventions communes nécessite la clarté politique et donc essayer de définir nos points de convergence ainsi que nos divergences et désaccords. C'est l'objet de nos discussions.

Nous convergeons dans la même volonté de définir, pour reprendre l'expression du projet de base de votre congrès, "*l'actualité du communisme*" après que se sont effondrées les bureaucraties issues de la contre-révolution stalinienne.

Nous convergeons dans la volonté d'agir pour donner corps aux exigences sociales et démocratiques du monde du travail, pour construire une Europe sociale, démocratique, une Europe de la paix. Nous convergeons dans la même conscience que, par delà les frontières, les travailleurs et les opprimés du monde entier ont les mêmes intérêts.

Nous divergeons sur les moyens d'y parvenir et cette question est au centre des débats qui traversent l'ensemble des forces politiques, des militantes et militants qui ont contribué à la victoire du Non.

Nous divergeons sur les moyens de "*changer la vie*".

Dans le texte 4 du projet de base commune majoritaire après le vote des militants, vous avancez trois propositions principales :

(1) "*travailler à une Union populaire autour d'un projet de profonde transformation sociale antilibérale*".

(2) Pour les élections présidentielles et législatives, vous proposez un rassemblement sur "*le projet de société et le programme de gouvernement*" élaboré "*dans le débat populaire*".

(3) "*Dans ce cadre, nous mettons en débat notre conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle sera la plus efficace pour porter cette union en témoignant de sa diversité, de son ancrage populaire, de sa représentativité à gauche et dans le pays, du contenu précis d'un projet politique*".

permettant une véritable rupture avec les logiques libérales ”.

Nous ne pensons pas que ces trois axes qui définissent votre politique répondent aux besoins nés de “ *la dynamique unitaire populaire et antilibérale du 29 mai* ” et surtout aux exigences portées par le mouvement contre le CPE.

Nous avons un premier désaccord sur l’antilibéralisme. Il ne s’agit pas d’une simple question de vocabulaire. L’antilibéralisme laisse entendre qu’il est possible de changer de politique sans changer le système. Toute l’expérience passée, en particulier la vôtre, est là pour démontrer que cela est faux. C’est pourquoi nous sommes anticapitalistes, c’est-à-dire que nous pensons qu’il ne peut y avoir de transformations correspondant aux intérêts des classes populaires sans remise en cause de la propriété capitaliste et mise en place d’un réel contrôle de la population sur l’économie et l’Etat.

Cette expérience passée nous a aussi largement prouvé qu’un “ *programme de gouvernement* ”, aussi antilibéral soit-il, aura bien du mal à résister aux véritables rapports de force entre les classes.

“ *Au fond, écrivez-vous en introduction de ce texte 4, il n’est pas possible de changer la vie sans que notre peuple s’empare de la politique.* ” Certes, mais quels enseignements tirez-vous des expériences passées qui ont si profondément affaibli votre parti ? “ *D’alternance en alternance, depuis plus de vingt ans, écrivez-vous dans le même texte, la gauche, toute la gauche a été mise en échec* ”.

N’est-on pas en droit d’en conclure que participer à un gouvernement dans le cadre des institutions est non seulement voué à l’échec mais conduit à composer avec les intérêts des classes dominantes pour finalement s’y plier ?

Comment rompre avec “ *les logiques libérales et capitalistes* ” si ce n’est par une intervention directe des travailleurs et de leurs organisations dans la vie politique, dans la gestion des affaires de la cité, de l’ensemble de la vie sociale pour contrôler la marche de l’économie et participer à l’administration de la société en fonction des intérêts de l’ensemble de la population ?

Vous proposez une candidature de votre parti pour “ *porter cette union populaire* ” autour “ *d’un projet politique permettant une véritable rupture avec les logiques libérales* ”. Nous pensons, pour notre part, à la lumière de ces expériences passées, que cette rupture ne peut être le produit que d’un puissant mouvement populaire mettant en cause les fondements même du capitalisme, la propriété privée capitaliste et financière qui assure aux classes possédantes leur mainmise sur l’économie et l’Etat.

Votre projet politique reste prisonnier du cadre des institutions, des rapports de force électoraux et a besoin, en conséquence, d’alliances électorales dans le cadre institutionnel, c’est-à-dire d’une alliance avec le Parti socialiste.

Votre participation à la réunion du 8 février de toute la gauche vient le confirmer. Certes, vous voulez faire pression sur le Parti socialiste pour qu’il rompe avec le social-libéralisme. Mais souvenons-nous des discours de François Mitterrand avant 1981 sur “ *la rupture avec le capitalisme* ”. Ils n’ont pas empêché la gauche, une fois au gouvernement, de se plier à la logique capitaliste pour mettre en œuvre une politique libérale.

C’est pour cela que nous sommes convaincus que la seule voie pour rompre avec la logique libérale et capitaliste est l’intervention de la population elle-même pour faire valoir ses droits. C’est pour cela que nous pensons que la tâche de l’heure est de regrouper une opposition ouvrière et populaire capable de faire valoir ses droits quel que soit le gouvernement qui sortira des prochaines échéances électorales et des combinaisons parlementaires qui résulteront de leurs résultats.

Nous sommes des militants de l’unité pour les mobilisations et les luttes et nous nous félicitons des rapprochements qui s’opèrent entre nos deux partis sur ce terrain. Nous souhaitons les voir s’approfondir, se consolider.

Nous sommes aussi partisans de l’unité sur le terrain politique, y compris celui des élections. Mais nous n’avons rien à gagner, les travailleurs n’ont rien à gagner à la confusion. Nous souhaitons des candidatures unitaires sur la base de l’anticapitalisme. Les élections sont une tribune pour les luttes et les mobilisations, pour œuvrer au regroupement du monde du travail autour de ses revendications.

Nous entendons y défendre l’exigence qui s’affirme dans le mouvement contre le CPE : pour en finir avec la précarité et le chômage, un emploi stable et un revenu garanti.

Sans anticiper les décisions qui sortiront des travaux de votre congrès, il n'est pas pour nous concevable de participer à une politique d'union autour d'une "*candidature communiste*" qui s'inscrirait dans la perspective d'une nouvelle union de la gauche et ne porterait pas cette exigence essentielle.

Les mobilisations en cours augurent d'une remontée du mouvement ouvrier et populaire et ouvrent de nouvelles perspectives. Nous avons devant nous une nouvelle page à écrire. Nous voulons le faire avec vous comme avec toutes les forces qui se revendiquent des luttes d'émancipation, mais dans la clarté politique, condition même de rapports démocratiques.

Nous ferons ces expériences nouvelles ensemble en confrontant les idées et les politiques pour, dans la pratique et l'action, travailler à l'actualité du communisme "*au cœur de la lutte de classe qui revêt aujourd'hui des formes multiples*" ainsi que vous l'écrivez.

Nous aurons la possibilité de confronter et d'éclairer nos divergences par les discussions et confrontations à travers l'action commune.

Il y a là déjà un progrès considérable dont chacun ne peut que se féliciter.

Et nous espérons que de ces débats qui se mènent aussi avec l'ensemble des acteurs du mouvement social, naîtra un nouveau rassemblement porteur de la modernité et de l'actualité du communisme, "*en tant que représentation des intérêts du monde du travail et des milieux populaires*", lutte pour l'émancipation, un parti de tous les communistes.

Yvan Lemaitre



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.